

Finances publiques. Les centres de Brest et Quimper bloqués dès ce mardi matin

Karen Jégo

Lundi matin, à l'appel des syndicats FO, Solidaires, CGT et CFDT, plus de 300 agents des Finances publiques se sont réunis en assemblée générale départementale à la salle des fêtes de Châteaulin, pour protester contre le projet de loi Darmanin. Au même moment, une grève était menée dans les services des Finances publiques au niveau national. Dans le Finistère, le taux de gréviste était de 71,8%.

À l'issue de la réunion à Châteaulin, les agents ont voté le blocage, dès mardi matin des centres de finances publiques de Brest et Quimper. Ils se sont ensuite rendus en cortège jusqu'au centre châteaulinois. Les manifestants réclament le retrait du projet de loi. Pour eux, « le plan Darmanin lancé le 7 juin 2019 envisage la fermeture de la quasi-totalité des trésoreries et des centres des impôts du Finistère ».

Une nouvelle assemblée générale ce mardi

« Nous défendons notre outil de travail et le service public de proximité », explique Éric Guerry, de FO 29.



Plus de 300 personnes ont manifesté, à l'appel de l'intersyndicale des Finances publiques contre le projet de loi Darmanin, lundi, à Châteaulin.

Photo K.J.

Selon les syndicats, les modifications apportées par la loi Transformation de la fonction publique conduiront à des suppressions de postes et à une « dés-humanisation du service public »

À 14 h, mardi, l'intersyndicale organise une nouvelle assemblée générale à Brest et Quimper pour décider de la suite de leur mouvement. Une grève reconductible est envisagée.

Mardi 17 septembre 2019

Finances publiques. La mobilisation se poursuit



Jean Le Boigne et Benjamin Pontis

Les agents des Finances publiques n'en démordent pas. Après un nouveau blocage du centre des impôts de Ty Nay, à Quimper, mardi, ils ont décidé de continuer le mouvement de grève ce mercredi. Leurs revendications restent intactes : le retrait du projet de loi Darmanin.

Une centaine d'agents ont bloqué le centre des finances publiques de Ty Nay.

Ils réclament le retrait du projet de loi Darmanin, synonyme de fermeture de l'ensemble des trésoreries du département. Une centaine d'agents des Finances publiques, venus de toute la Cornouaille, ont bloqué le centre de Ty Nay, à Quimper, mardi matin. « Il ne restera que les centres de gestion comptable de Douarnenez, Rospenden et Quimper », a alerté Jacques Le Pichon, élu du personnel CFDT.

Un nouveau coup dur pour les fonctionnaires des Finances publiques au regard des « 300 emplois déjà perdus dans le département au cours des dix dernières années ». Un rythme maintenu par le projet de loi de leur ministre. « La loi taque comptable ne passe pas »,

dit-ils. Au-delà de la menace pour l'emploi, tous craignent une rupture du service public dont la continuité est promise par la direction au travers de points de contact dans les mairies. « Des agents polyvalents qui devront répondre aux questions sociales, judiciaires et fiscales », a dénoncé Murielle Mortici (FO).

La grève se poursuit

Dans ces conditions, les agents en grève comptent sur la mobilisation pour faire infléchir le gouvernement. « Tous les syndicats (FO, Solidaires, CGT, CFDT) sont unis. Et nos revendications n'ont pas changé. La priorité des priorités, c'est défendre un service public de qua-

à l'unisson, les syndicats.

« On est fier de notre travail. On demande simplement que le gouvernement arrête de supprimer des emplois et de dégrader le service qu'on rend », a martelé Sandrine Allain, pour la CGT. Une revendication entendue par certains élus locaux. « Ils ne sont pas dupes. Les accueils de proximité seront financés par les collectivités locales », a poursuivi Jacques Le Pichon. En Cornouaille, Quimper, Pont-l'Abbé et Peumerit ont déjà voté une motion de soutien aux fonctionnaires.

Un taux de gréviste de 36,13 %

Lors de leur assemblée générale, mardi

suivre, à une quasi-majorité, le mouvement ce mercredi (dès 08 h 15), date limite pour le paiement de l'impôt sur le revenu. Mardi, ils étaient toutefois moins nombreux que la veille. Le taux de gréviste dans le Finistère était en effet de 36,13 %, contre près de 72 % lundi. « C'est logique de perdre des grévistes d'un jour à l'autre. Certains ont besoin de travailler pour une raison évidente financière », explique Stéphane Delon de Solidaires Finances publiques.

Une interpellation pour des violences

Néanmoins d'autres actions sont à prévoir dans le département les prochains jours. Mais si les agents des Finances

publiques sont toujours très motivés, des appels à la prudence ont été émis lors de l'assemblée générale après une agression survenue dans la matinée devant le centre des impôts.

Un chef d'entreprise de la région quimpéroise, âgé de 47 ans, s'en est pris physiquement aux grévistes après avoir trouvé porte close. À deux reprises, il a empoigné des fonctionnaires et s'en est pris verbalement à un policier qui tentait de calmer la situation. Il a été interpellé et placé en garde à vue au commissariat où des grévistes se sont rendus pour déposer une plainte. Il en est ressorti muni d'une convocation. Il devra répondre, en janvier, de violences et d'outrage devant le délégué du procureur.